



# COMMUNE DE VALREAS

Pôle Travaux et Marchés Publics  
Dossier suivi par Vincent BARRAL  
Tél : 04.90.28.28.88  
Courriel : [bureauetudes@mairie-valreas.fr](mailto:bureauetudes@mairie-valreas.fr)

## ARRETE DU MAIRE n° 2023-02/41 Accordant un arrêté de police de circulation

Le MAIRE de VALREAS,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-4, L.2213-1 et L.2213.2,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Règlement de la voirie communale de Valréas, approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 avril 2005,

Considérant la demande présentée le jeudi 16 février 2023

Par : **Monsieur Sébastien SEVE pour le compte de l'HOPITAL DE VALREAS – cours Tivoli - 84600 VALREAS – Entreprise GIRARD – 390 chemin du grand gigognan – BP 20985 – 84094 AVIGNON** [sebastien.seve@vinci-construction.fr](mailto:sebastien.seve@vinci-construction.fr)  
[A.HERITIER@ch-valreas.fr](mailto:A.HERITIER@ch-valreas.fr)

Pour : occupation du domaine public pour la mise en place d'une palissade et d'une benne rue Firmin AUBERY (livraison de matériel) pour l'hôpital de Valréas.

Considérant l'avis du Conseiller Municipal délégué à la voirie et aux services techniques,

### ARRÊTE

**ARTICLE 1** : L'hôpital de Valréas est autorisé à entreprendre les travaux décrits ci-dessus, sous réserve de l'observation des conditions ci-après :

- **Prévenir les riverains de la gêne occasionnée,**
- **Signalisation à la charge du pétitionnaire,**
- **Assurer le passage et la protection des piétons sur le trottoir,**
- **Schéma de circulation : Fort empiètement de chaussée avec maintien de la circulation.**
- **Autorisation pour la mise en place d'une benne au plus près de l'hôpital.**
- **Le stationnement rue Firmin Aubery sera interdit pour maintenir la circulation des véhicules.**

- **Remise en état des lieux tous les jours et en fin de chantier (y compris sécurisation du chantier).**
- Il est interdit de rejeter au collecteur d'eaux pluviales tous déchets, matériaux ou agrégats nécessaires à la maçonnerie,
- Se rapprocher des concessionnaires de réseaux (ENEDIS, GRDF, TELECOM, SAUR, etc...),
- La sécurité des usagers de la voie publique devra être assurée. Le permissionnaire est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou par insuffisance de signalisation. Les ouvrages ou installations sur le domaine public communal **et son occupation sont toujours accordées à titre précaire et révocable sans aucune indemnité.**

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation ne dispense pas de l'observation des règlements relatifs à l'urbanisme, au permis de construire, à la déclaration de travaux et à l'arrêté d'alignement notamment, elle ne vaut de permis de construire ou déclaration de travaux.

**ARTICLE 3 :** Cette autorisation est accordée **du lundi 27 février au mercredi 31 mai 2023.**

**ARTICLE 4 :** Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général des Services, le Responsable du Pôle travaux municipal, le Chef de la Police Municipale et le Commandant de la Gendarmerie de Valréas sont chargés, en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6 :** Ampliation du présent arrêté sera notifié à l'intéressé et annexée au recueil des actes administratifs de la commune.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois suivant sa notification ou son affichage auprès du Tribunal administratif de Nîmes.

**FAIT A VALREAS, Le jeudi 16 février 2023**

**Pour le Maire empêché,  
Par délégation,  
Le premier adjoint,**

**Jean-Luc BLANC**

**RAPPEL : Toute demande de permission de voirie doit être faite 15 jours avant le début du chantier.**

La permission de voirie ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'autorisations ou de déclarations nécessaires à son projet notamment :

Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) auprès des concessionnaires de réseaux (ERDF, GRDF, TELECOM, SAUR, etc...) avant d'entreprendre des travaux à proximité de réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques situés sur le domaine public ou privé (références : Décret n° 2011-1241 du 05 octobre 2011).

Publication sur le site internet de la ville le : .....21/02/.....2023

Notifié le .....20/02/.....2023